



THÈSONS L'AVENIR

Je thèse, tu thèses, nous thèsons... ce mois-ci, la *Revue du Projet* a fait un essai. Chacun, chacune jugera du résultat, discutons le principe.

Nous avons demandé à plusieurs personnalités de se livrer au même exercice que Jacques Julliard dans *Libération* qui a publié une tribune retentissante intitulée « Vingt thèses pour repartir du pied gauche ».

Quoi-que l'on pense du personnage et de sa longue vie d'éditorialiste politique, saluons l'effort. Jacques Julliard a appuyé là où cela fait mal, c'est-à-dire dans la capacité des forces politiques de gauche de présenter une vision synthétique des grands enjeux de l'avenir.

Ce texte est aussi un symptôme. Pour cet homme qui a durant des décennies incarné la deuxième gauche, son texte est un renversement considérable. Sa vision est sans appel : la maîtrise sociale des marchés financiers et des banques est au cœur de toute tentative de la gauche pour transformer la situation existante.

Rien de nouveau me direz-vous ? Et bien je crois que si ! Force est de constater qu'une partie des sociaux-démocrates et parfois même une partie du patronat sont arrivés à la même conclusion que nous s'agissant de l'impasse de la domination des marchés financiers sur tous les secteurs de la vie humaine. L'idéologie dominante est en crise.

De ces remarques, il faut tirer une conclusion. Et au risque de me répéter, cette conclusion est que le cœur de notre combat présent est le débat de solutions.

Permettez moi une citation classique de Karl Marx dans le 18

brumaire de Louis Bonaparte. Karl Marx fait remarquer que dans les crises viennent comme un éternel retour les citations, le rappel du passé, les tirades pontifiantes, les tribuns assurés, que sais-je encore ?

Appliquée à notre problème présent, le Projet, cette citation a une conséquence : nous ne tirerons du passé aucune recette toute prête. Aujourd'hui comme hier, seule l'intelligence critique et la raison permet de construire.

Le problème est à la fois le grand retour de la puissance publique au nom de l'intérêt du grand nombre et d'être convaincant sur la possibilité que ce retour ne s'accompagne pas d'un étatisme hors d'âge.

En clair, c'est au nom de l'avenir, que nous devons nous poser cette question dont vous me pardonnez la simplicité de formulation : « voulons-nous réellement créer une société qui marche ? ». Au modèle de direction de l'économie par les groupes financiers, il faut opposer un nouveau modèle. Et à mon avis il faut chercher dans le sens d'un rapport nouveau entre un grand secteur public, démocratique, et d'un secteur privé dont la maîtrise sociale sera pour une part essentielle à rechercher dans la démocratisation des outils bancaires et financiers.

Evidemment c'est compliqué. Il est plus facile de déléguer à un « comité du plan » tous les choix futurs plutôt que de se poser la question : « comment transformer les forces considérables de la concurrence économique en force de coopération ? »

Dans cette dernière question réside un problème majeur. Dans l'expression compliquée de « **dépassement du capitalisme** », il y a cette idée que nous recher-

chons non pas "l'abolition-replacement" par un système venu d'ailleurs mais la libération des forces et des acquis les plus positifs du système actuel.

Revenons à nos moutons. Ce petit développement avait un seul but : je pense que notre courant politique, le communisme, la gauche critique peut aspirer légitimement aux principales responsabilités. Quand ? Nous verrons bien. Mais dans ce grand pays capitaliste qu'est la France, nous ne parviendrons aux principales responsabilités que si nous sommes capables d'entraîner de larges parties du peuple, des travailleurs intellectuels et d'une partie de l'encadrement des principales entreprises.

Or cet objectif a une conséquence : le devoir de présenter des propositions et un projet REALISTE non pas au sens d'un recul sur notre ambition mais au sens de l'efficacité réelle de ce que nous proposons à notre pays. L'Assurance maladie est une illustration parfaite de ce propos. C'est une institution, avec des défauts certes, mais non-étatisé et qui coûte aujourd'hui moins cher que la santé privée à service égal.

RÉALISTE, c'est-à-dire attaché à dépasser les contradictions du système actuel pour libérer les forces existantes et en créer de nouvelles.

RÉALISTES, c'est-à-dire conscients qu'un jour nous aurons à présider au destin de notre pays et donc que chacun de nos actes et de nos paroles doit être marqué par le sentiment aigu de notre responsabilité.

RÉALISTE, c'est-à-dire conscient que la crise actuelle, dans toutes ses dimensions, a remis sur scène l'idée même de Révolution. ■